

**DÉCISION N° CODEP-DJN-2019-021944 DU 15 MAI 2019 DU PRÉSIDENT DE  
L'AUTORITÉ DE SÛRETÉ NUCLÉAIRE PORTANT MODIFICATION DE  
L'AUTORISATION D'EXERCER UNE ACTIVITÉ NUCLÉAIRE À FINALITÉ  
MÉDICALE DÉLIVRÉE À MONSIEUR THIERRY FRANSON DE CENTRE DE  
MÉDECINE NUCLÉAIRE DU PARC MÂCON**

Le Président de l'Autorité de sûreté nucléaire,

Vu le code de l'environnement, notamment son article L. 592-21 ;

Vu le code de la santé publique, notamment le chapitre III du titre III du livre III de sa première partie ;

Vu le code du travail, notamment ses articles R. 4451-1 à R. 4451-135 ;

Vu l'arrêté du 4 novembre 1993 relatif à la signalisation de sécurité et de santé au travail ;

Vu l'arrêté du 15 mai 2006 modifié relatif aux conditions de délimitation et de signalisation des zones surveillées et contrôlées et des zones spécialement réglementées ou interdites compte tenu de l'exposition aux rayonnements ionisants, ainsi qu'aux règles d'hygiène, de sécurité et d'entretien ;

Vu la décision n° 2015-DC-0521 de l'Autorité de sûreté nucléaire du 8 septembre 2015 relative au suivi et aux modalités d'enregistrement des radionucléides sous forme de sources radioactives et de produits ou dispositifs en contenant ;

Après examen de la demande reçue le 26 avril 2019 présentée par Monsieur Thierry FRANSON, co-signée par le chef de l'établissement dénommé « Centre de Médecine Nucléaire du Parc MÂCON » (*formulaire daté du 26 avril 2019*),

**DÉCIDE :**

**Article 1<sup>er</sup>**

Monsieur Thierry FRANSON (personne physique titulaire de l'autorisation), dénommé(e) ci-après le titulaire de l'autorisation, est autorisé(e) à exercer une activité nucléaire à des fins médicales pour l'établissement dénommé « Centre de Médecine Nucléaire du Parc MÂCON ».

Cette décision permet au titulaire de :

- détenir et utiliser des radionucléides en sources non scellées ;
- détenir et utiliser des radionucléides en sources scellées ainsi que les produits et dispositifs en contenant ;
- détenir et utiliser des appareils électriques émettant des rayonnements ionisants.

Cette décision est accordée pour des sources de rayonnements ionisants destinées aux fins de :

- diagnostic in vivo ;
- étalonnage ;
- réalisation de contrôles de qualité ;
- repérage anatomique et/ou correction d'atténuation ;
- thérapie.

#### **Article 2**

L'exercice de l'activité nucléaire autorisée par la présente décision respecte les caractéristiques et conditions de mise en œuvre mentionnées en annexe 2, ainsi que les prescriptions particulières mentionnées à l'annexe 3 à la présente décision.

#### **Article 3**

La réception des installations ne peut être prononcée par le titulaire de l'autorisation qu'après la réalisation des contrôles initiaux prévus aux articles R. 1333-139 du code de la santé publique et R. 4451-40 et R. 4451-44 du code du travail. Les non-conformités signalées lors de ces contrôles font l'objet d'un suivi formalisé.

Tant que la réception des installations n'a pas été prononcée, la présente décision est limitée à :

- la détention des sources de rayonnements ionisants mentionnées dans la présente décision,
- l'utilisation des sources de rayonnements ionisants mentionnées dans la présente décision à la seule fin de réalisation des contrôles initiaux précités.

#### **Article 4**

La présente décision, enregistrée sous le numéro M710023, est référencée CODEP-DJN-2019-021944. L'autorisation CODEP-DJN-2018-043783 est abrogée à la date d'entrée en vigueur de la présente décision.

#### **Article 5**

La présente décision, non transférable, est valable jusqu'au 31 décembre 2023.

Elle peut être renouvelée sur demande adressée à l'Autorité de sûreté nucléaire dans un délai minimum de six mois avant la date d'expiration.

#### **Article 6**

La cessation de l'activité nucléaire autorisée par la présente décision est à porter la connaissance de l'Autorité de sûreté nucléaire trois mois avant sa date prévisionnelle.

#### **Article 7**

La présente décision peut être déférée devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

#### **Article 8**

Le directeur général de l'Autorité de sûreté nucléaire est chargé de l'exécution de la présente décision, qui sera notifiée au titulaire de l'autorisation.

Fait à Dijon, le 15 mai 2019

**Pour le président de l'Autorité de sûreté nucléaire et par délégation,**

**Le chef de division**

**Signé par**

**Marc CHAMPION**